

Allocations de recherche doctorale (ARED)

Fiche projet 2016

- Date de la demande : 14/01/2016

**1- Identification du projet (en langue française)**

- Acronyme du projet (8 caractères *maximum*) : **DUMOHADA**

- Intitulé du projet (en langue française) : **La nécessité d'un droit maritime uniforme dans l'espace OHADA**

**2- Domaine d'innovation stratégique (DIS) du projet**

- **Cocher le DIS prioritaire** au sein duquel le projet de thèse s'intègre. Vous pouvez mentionner un DIS secondaire (*choix à indiquer et argumenter au point 5-Présentation du projet, paragraphe 6*). Si aucun DIS ne correspond, cocher « Projet Blanc ».

DIS 1 : Innovations sociales et citoyennes pour une société ouverte et créative

DIS 2 : Chaîne alimentaire durable pour des aliments de qualité

DIS 3 : Activités maritimes pour une croissance bleue

DIS 4 : Technologies pour la société numérique

DIS 5 : Santé et bien-être pour une meilleure qualité de vie

DIS 6 : Technologies de pointe pour les applications industrielles

DIS 7 : Observation et ingénieries écologique et énergétique au service de l'environnement

« Projet Blanc »

- Préciser le sous-domaine correspondant :

3F Sécurité et sûreté maritime

Justification du choix du sous-domaine : La sécurité juridique est une condition du développement harmonieux des activités maritimes et, en ce domaine, l'élaboration de règles uniformes au niveau d'une région du monde est un facteur de sécurité.

**3- Présentation de l'établissement porteur (bénéficiaire de l'aide régionale)**

- Établissement porteur du projet (*implantation obligatoire sur le territoire régional*) : **UBO**

- Ecole Doctorale : **EDSM**

**4- Identification du/de la responsable du projet (futur-e directeur-trice de thèse)**

- Nom et prénom :

**DE CET BERTIN Cécile**

- Genre du/de la responsable du projet (F/H) :

**F**

- e-mail :

**cecile.decet-bertin@univ-brest.fr**

- Téléphone :

**02 98 01 70 88**

- Nom du laboratoire :

**AMURE**

- Code du laboratoire (U/UMR/USR/EA/JE/...) :

**UMR\_M101**

- Nom de l'équipe de recherche :

- Nombre HDR dans le laboratoire :

**12**

- Nombre de thèses en cours :

**6**

Allocations de recherche doctorale (ARED)

Fiche projet 2016

- Nombre de post-docs en cours : 2

- Publications récentes du directeur-trice de thèse (nb total et 5 références max au cours des 5 dernières années) :

La gouvernance du transport maritime par le droit, in Gouvernance des mers et des océans, Dir. A. MONACO, P. PROUZET, ISTE éditions, Londres, 2015, pp. 60-74.

Fascicule n° 1232 du Jurisclasseur Transport, Abordage – Problèmes juridiques et notion, 2014.

Le navire, un exemple de patrimoine affecté in *Les patrimoines affectés*, sous la direction de J. JULIEN et M. REBOURG, Presses de l'Université de Toulouse 1 Capitole 2013, pp. 85-93.

L'expression d'un ordre public via « la loi relative au transport maritime », in *Ordre public et mer*, sous la direction d'A. CUDENNEC, Editions A. Pedone, Paris 2012, pp. 153-167.

Contributions depuis 2009 à la « Chronique maritime RUE » de la Revue de l'Union européenne. Publication semestrielle.

- Co-directeur-trice de thèse (éventuellement) :

Sans objet

- Laboratoire de recherche co-encadrant (nom + code U/UMR/USR/EA/JE/...)

Sans objet

**5- Présentation du projet (en langue française, 2 à 3 pages)**

- Résumé du projet (15 lignes) :

Le projet de doctorat en droit privé intitulé « La nécessité d'un droit maritime OHADA » est un projet de recherche qui vise à promouvoir un droit maritime uniformisé dans l'espace OHADA. En ce sens, la recherche mettra en avant les conséquences inéluctables de l'émiettement du droit maritime sur le processus d'intégration juridique amorcé par les États membres de l'OHADA. En effet, il n'est pas utopique de prédire au regard de la législation en vigueur dans cet espace que la coexistence du droit des affaires harmonisé sous la bannière de l'OHADA avec un droit maritime non harmonisé et essentiellement composé des droits nationaux et des droits secrétés par les organisations communautaires telles que l'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest-africaine) et la CEMAC (Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale) est, non seulement de nature à enlever sa cohérence au système juridique de l'ensemble mais aussi à fragiliser les acquis de ces dernières décennies, en termes de sécurité juridique et judiciaire.

- Présentation détaillée du projet :

1-Contexte scientifique et socio-économique du projet :

A l'heure de la mondialisation des échanges commerciaux, largement favorisée par le développement du transport maritime, la diversité des droits dans l'espace OHADA est un obstacle majeur au développement des activités maritimes. En effet, aussi bien les pour les investisseurs privés nationaux qu'étrangers, le déploiement des activités au-delà des frontières géographique d'un État rime avec l'engagement d'énormes moyens financiers pour la maîtrise du nouvel environnement juridique que constitue le pays d'extension de l'activité. De ce fait, l'espace OHADA perd de son attractivité et l'objectif de captation des financements étrangers pourrait être difficile à réaliser dans le domaine maritime, accentuant de fait la marginalisation des pays Africains dans l'économie mondialisée.

**Allocations de recherche doctorale (ARED)**

**Fiche projet 2016**

Le projet vise donc à attirer l'attention des décideurs politiques dans cet espace, sur les avantages certains de l'uniformisation du droit maritime dans une optique d'ouverture et d'intégration au processus irréversible de la mondialisation.

*2-Hypothèse et questions posées, identification des points de blocages scientifiques que le travail de thèse se propose de lever :*

La thèse proposera un droit maritime OHADA de nature à sécuriser les activités maritimes dans les Etats concernés mais aussi propre à renforcer la participation de ces Etats à ces activités dans le contexte de la mondialisation.

Devront être résolues des questions de droit international, droit international privé et droit maritime.

*3-Approche méthodologique et technique envisagée :*

La méthodologie de la recherche sera celle d'une recherche en droit (fouille documentaire, définition d'une problématique et exposé de la thèse).

*4-Profil du candidat (compétences scientifiques et techniques requises) :*

Le candidat sera titulaire d'un master en droit, spécialité droit maritime et/ou droit international privé. Idéalement il aura déjà effectué une recherche en droit dans l'une ou l'autre de ces matières en Master.

*5-Positionnement et environnement scientifique dans le contexte régional, et le cas échéant, national et international :*

Le projet de recherche s'inscrit dans un contexte international. Ceci dit, il s'agit d'étudier la nécessité d'un droit uniforme et il peut être source d'enseignements à tous les niveaux où peuvent se présenter des discordances entre les règles de droit, par exemple au niveau national français dans le contexte de l'Union européenne qui produit une réglementation propre.

*6-Pertinence du projet au regard du DIS de rattachement (et/ou du DIS secondaire). Si « projet blanc », préciser les raisons de ce choix :*

Justification du choix du sous-domaine 3F: La sécurité juridique est une condition du développement harmonieux des activités maritimes et, en ce domaine, l'élaboration de règles uniformes au niveau d'une région du monde est facteur de sécurité.

*7-Autres informations utiles (projet relevant des Objets d'excellence -OBEX-, ou des « Projets émergents de recherche » régionaux...):*

**6- Projet de thèse en cotutelle internationale**

- S'agit-il d'un projet de thèse en cotutelle internationale (oui/non) : **NON**

- Si oui, préciser l'établissement pressenti (et le pays de rattachement) :

- Ce projet de thèse fera-t-il l'objet d'un cofinancement international (oui/non) :

(Rémunération du doctorant par l'établissement implanté sur le territoire régional (18 mois sur 36 mois), et l'établissement étranger, qui s'engage également à rémunérer le doctorant dans le cadre de son séjour à l'étranger, soit durant 18 mois -a minima-)

- En cas de cofinancement international, préciser -si vous en avez connaissance- l'organisation du calendrier des périodes de séjour :

**7- Financement du projet de thèse**

Allocations de recherche doctorale (ARED)

Fiche projet 2016

**- Part de l'enveloppe financière régionale affectée au projet :**

Financement Région 100 %

Financement Région 50 % (préconisé)

**- En cas de financement à 50 %, le cofinancement est-il déjà identifié (oui/non) : NON**

**- Si oui, préciser la nature du cofinancement (ANR, partenaire privé, Ademe, etc.) :**

**- Si le cofinancement n'est pas encore confirmé, date prévue de réponse du cofinancier : Je ne le sais pas**

**- En cas de non-obtention du cofinancement demandé, une autre source de cofinancement est-elle identifiée (oui/non) : non**

*NB : attestation d'obtention d'un cofinancement ou à défaut, de la demande effectuée, à joindre au dépôt de cette fiche-projet.*